

*Budget—M. Siddon*

ment croissant dans notre société. Sans compter des taux de chômage toujours à la hausse. Et maintenant, les réductions d'impôt qui s'imposent pour relancer l'économie freineront encore davantage la croissance des revenus nécessaire pour contrebalancer les dépenses. Je ne préconise pas une hausse des impôts pour régler le problème. L'essentiel du problème c'est le gaspillage, l'écart sans cesse plus marqué entre les dépenses du gouvernement d'une part, et ses revenus d'une autre.

Les Canadiens, et cela comprend les ministériels, font face à une crise dévastatrice. C'est un peu comme s'ils s'approchaient d'une falaise qui s'écroule et y déversaient charge après charge de maillon de roche pour essayer d'avancer plus loin au-dessus de l'abîme. Nous sommes à la veille d'un éboulement magistral si nous ne prenons des mesures énergiques pour faire preuve de modération et supprimer le gaspillage. Notre pays connaîtra des temps dévastateurs d'ici une décennie. Autrement dit, un budget devrait proposer plus qu'une litanie de platitudes et de demi-mesures pour stimuler l'économie, plus qu'un rien insignifiant ici et un autre là. Un budget devrait traiter sérieusement de la question de la modération. Il devrait proposer de nouvelles initiatives pour contrôler la croissance du gouvernement.

En effet, étant donné la conjoncture, le budget devrait prévoir de mettre un terme à la croissance de l'emprise de l'État. Un budget doit fournir toutes les données nécessaires et pas seulement des bribes d'information parce qu'il doit redonner confiance aux Canadiens dans le gouvernement qui gère leurs ressources.

Au fond, si j'ai décidé de me lancer dans la politique fédérale, c'est surtout parce que le premier ministre (M. Trudeau) avait tenu, il y a environ une dizaine d'années, des propos que les Canadiens n'auront sans doute pas relevés mais qui ont suscité de vives inquiétudes dans mon esprit. Voici en substance ce qu'il avait déclaré en 1969:

Je pense qu'il faut être à la barre pour pouvoir se rendre compte de nos réalisations. Je sais que nous avons tourné la barre et que le gouvernail commence à mettre le cap sur les vagues et la haute mer... mais peut-être bien que l'observateur qui est sur le pont, la pipe à la lippe ou une tasse de thé à la main... ne s'en rend pas compte; peut-être débarquera-t-il un jour sur une île différente de celle pour laquelle il était en partance.

Aujourd'hui, je voudrais dire que le premier ministre a emmené notre pays dans un voyage, un long voyage vers un pays mythique, une île fabuleuse comme celle qu'on nous montre à la télévision. A cette époque, le premier ministre a également laissé entendre que le parti libéral allait peut-être prendre un visage différent de celui qu'on lui connaissait, et qui lui valut le respect au cours du siècle écoulé.

Je rappelle aux députés d'en face que s'ils examinaient ce qui s'est passé ces dix dernières années, ils constateraient que, sous la direction de l'actuel premier ministre, le parti libéral a beaucoup évolué dans sa façon d'aborder les questions économiques.

La première chose à faire dans la préparation d'un budget consiste à établir les prédictions de dépenses pour l'année qui vient. Il faut ensuite prévoir quelles seront les recettes à recueillir. Il faut enfin trouver des moyens d'équilibrer le budget. Cette notion d'équilibre budgétaire semble étrange,

[M. Siddon.]

j'en conviens, dans une société industrielle moderne dont l'avenir dépend si fortement des investissements. N'ayant fait aucune différence entre les investissements, les budgets quinquennaux à long terme et les budgets annuels d'exploitation, le gouvernement a depuis beaucoup trop longtemps déjà plongé notre pays dans l'anarchie administrative. Les Canadiens ne savent pas dans quelle mesure la dette accumulée s'explique par des investissements qui leurs rapporteront vraiment dans l'avenir et dans quelle mesure les sommes ainsi empruntées seront gaspillées de multiples façons, en raison des prodigalités du gouvernement qui abuse de son pouvoir d'imposition.

Je trouve regrettable que le budget présenté par le ministre des Finances ne propose rien de concret pour contrôler la croissance des dépenses publiques, et pour faire cesser les habitudes de gaspillage outre du gouvernement actuel. Dans le centième rapport annuel du vérificateur général, qui a été déposé hier à la Chambre, ces excès sont dénoncés avec preuves à l'appui, ce qui constitue une condamnation du gouvernement. Le gouvernement ne sait pas administrer les Postes sans accumuler des millions de dollars de dette. Le gouvernement ne parvient pas à exploiter sa société aérienne sans la refinancer périodiquement à coup de millions. Ces dépenses viennent accroître notre déficit ou augmenter le fardeau fiscal des contribuables. Comment le gouvernement compte-t-il administrer une grande entreprise comme Petro-Canada de façon économique et fiscalement responsable?

● (1622)

Le régime de crédits d'impôt, les demi-mesures, les artifices dont nous parlons tous ces jours-ci pour relancer l'économie, les dégrèvements, ces documents qui vont et viennent et sont déposés à Ottawa pour diminuer quelque peu l'amende fiscale que nous payons au gouvernement fédéral ne sont que des symptômes du véritable problème au Canada.

Tout d'abord, les impôts payés par les Canadiens sont trop élevés. Cela pourrait, à mon avis, provoquer une révolte des contribuables comme ce fut le cas en Californie ces derniers mois. C'est en juin que nous aurons des rebellions au Canada. On mettra en place un nouveau gouvernement doté de nouveaux projets pour remettre l'économie sur pied.

Le gouvernement n'est pas entièrement honnête, et encore, c'est un euphémisme. Le gouvernement ne dit pas tout aux Canadiens lorsqu'il dépose un budget aussi hypocrite que celui présenté par le ministre des Finances l'autre soir.

J'aimerais rappeler certains des chiffres qu'a présentés le député de Fort William (M. MacRae). Il est absent cet après-midi mais la semaine dernière il a parlé du pourcentage du produit national brut restant sous forme de dette. Il a indiqué qu'en 1952 il était de 51.7 p. 100, une bonne partie s'étant accumulée pendant la guerre, et qu'il était tombé à 18.7 p. 100 en 1978.

Le député de Fort William a omis de parler de chiffres pour les années 1974 à 1978 qui montrent ce qui en est de ce pourcentage sous forme de dette, laquelle commence à grimper à nouveau, non pas à cause des ravages et du coût de la guerre mais tout simplement parce qu'elle rattrape et qu'elle empiète de plus en plus sur notre produit national brut.